

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plérin, le 14/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Guingamp Paimpol Agglomération (GPA)

Ker Ar C'halvez
22140 Bégard

Références : 2025.324
Code AIOT : 0005512214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement Guingamp Paimpol Agglomération (GPA) implanté Ker Ar C'halvez 22140 Bégard. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, une inspection a été programmée et annoncée le 31 juillet 2025. Cette visite d'inspection vise à évaluer par sondage la conformité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) avec les réglementations en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Guingamp Paimpol Agglomération (GPA)

- Ker Ar C'halvez 22140 Bégard
- Code AIOT : 0005512214
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation visée est une déchèterie autorisée, classée sous les rubriques 2710 et 2794 (broyage de déchets végétaux).

Sur ce site se trouve également une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Cette installation est encadrée par un arrêté préfectoral du 13 mars 2002, dans le cadre du réaménagement d'une ancienne décharge.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La rétention des eaux d'extinction doit être expertisée afin de vérifier la capacité de confinement des eaux en cas de sinistre.

Réf. : Arrêté du 06/06/2018, art. 11 – Rubrique 2794.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Conditions générales de réaménagement de l'ancienne décharge	Arrêté Préfectoral du 13/03/2002, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 13/03/2002, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cloûture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	Sans objet
4	Collecte des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	Sans objet
7	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/03/2002, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu. Le rapport de cessation de l'ISDND devra intégrer les registres papier et le suivi des rejets aqueux et des piézomètres. L'exploitant doit améliorer le marquage des zones de stockage et du broyage de bois. Il doit aussi effectuer un nouveau test des débits de la bouche incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cloûture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Implantation
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.
Constats : Le site est clôturé et dispose d'un portail d'accès. Un dispositif de vidéoprotection est installé depuis décembre 2024. L'inspection s'est déroulée un jour de fermeture, les issues étaient fermées conformément à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins

égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.

Constats :

L'exploitant procède à un broyage de bois tous les quinze jours via le Smitred. Selon les plans fournis, la distance de stockage devait être de 20 m par rapport aux limites du site. Lors de l'inspection, les dépôts observés se trouvaient approximativement à 15 m de la clôture et à 10 m du mur banché délimitant la zone de stockage. De plus, le stockage était déporté par rapport au muret, qui ne peut donc pas jouer un rôle de coupe-feu éventuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit améliorer le marquage des zones de stockage afin de garantir le respect d'une distance minimale de 20 m par rapport aux limites du site, ou fournir une étude spécifique de type FLUMILOG justifiant que les effets thermiques restent confinés à l'intérieur de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires

<p>extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une bouche incendie est implantée à l'entrée du site. Les derniers tests disponibles datent de 2021 (pression statique de 6,6 bars et débit à 1 bar de 120 m³/h selon la mairie de Bégard). La vérification des extincteurs a été réalisée par Eurofeu le 16/07/2025 (rapport consulté lors de l'inspection).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à un nouveau test des débits de la bouche incendie et transmettre les résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Collecte des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un plan du réseau des eaux daté de 2015 a été consulté et fourni. L'exploitant prévoit une mise à jour du site (création de nouveaux vestiaires), ce qui sera l'occasion de rénover les réseaux et d'actualiser le plan. Trois débourbeurs sont vidangés deux fois par an, les eaux rejoignant une</p>

lagune de 529 m ³ . Lors de l'inspection, le débourbeur amont était encrassé, ce qui peut être lié aux fortes pluies de septembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions générales de réaménagement de l'ancienne décharge

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2002, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Art. 2.2 : [...] <p>L'accès au site sera interdit à toute personne en dehors du personnel chargé de l'exploitation. [...]</p> Art. 2.3 : <p>Une surveillance des apports devra être mise en place. [...]</p>
Constats : Le site est clos et les accès se faisaient sous la surveillance du personnel. Un registre papier des volumes a été consulté lors de l'inspection. L'exploitant a indiqué que l'apport de déchets inertes est fermé depuis le dernier trimestre 2024. Une étude de marché a été réalisée afin de préparer le rapport de cessation d'activité ICPE (loi ASAP).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport de cessation d'activité ICPE devra intégrer une synthèse et une analyse des registres papier des volumes, en accord avec les obligations prévues par la loi ASAP pour les ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2002, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Art. 4.2 : Conditions de rejet <p>Rejet de la lagune :</p> <p>[...] En dehors de cette période, le rejet devra respecter les valeurs suivantes :</p>

Débit : 17 m³/j

DBO₅ : 40 mg/l → 0,68 kg/j

DCO : 100 mg/l → 1,7 kg/j

MES : 40 mg/l → 0,425 kg/j

NTK : 150 mg/l → 0,255 kg/j

NH₄ : 7 mg/l → 0,119 kg/j

5,5 < pH < 8,5

[...]

Art. 4.3 : Suivi

Le SICTOM assurera l'entretien des fossés et de la lagune.

Des analyses seront réalisées :

trimestriellement en sortie de lagune : débit, pH, conductivité, DBO₅, DCO, chlorures, NTK,

semestriellement sur les trois points d'entrée vers la lagune : conductivité, DBO₅, DCO, NH₄,

[...]

Constats :

Le suivi des rejets aqueux est assuré par le prestataire Labocéa.

- 23 mai 2025 : rejet lagune conforme pour l'ensemble des paramètres.
- 25 février 2025 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur et piézomètres conformes.
- 18 décembre 2024 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur (pas de rejet) conformes.
- 07 octobre 2024 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur et piézomètres conformes.
- 13 mars 2024 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur et piézomètres non conformes.

Les analyses du 13 mars 2024 ont été réalisées par un ancien prestataire ; elles se sont révélées incomplètes (absence des paramètres MES, pH et compréhension difficile des points de contrôles). Les résultats de mai et février 2025 ont été consultés lors de l'inspection, les autres analyses ayant fait l'objet d'une transmission post-inspection le 22 septembre 2025.

Dans un mémoire transmis en 2017, l'exploitant concluait à l'absence de nuisance pour l'environnement de l'installation de stockage de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le rapport de cessation devra intégrer un bilan de synthèse des rejets et définir le suivi à maintenir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2002, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 5.1 : Aménagement Deux piézomètres de 3 m de profondeur seront installés en amont et en aval immédiat du dôme de déchets à l'est.</p> <p>En cas d'impact avéré sur la nappe, un isolement du massif de déchets pourra être demandé.</p> <p>Art. 5.2 : Suivi Un suivi semestriel sera réalisé sur chacun des deux piézomètres, sur les puits de « Keranclavez » et de « Coat Yen Braz » : hauteur d'eau, pH, conductivité, chlorures, DBO₅, DCO, NTK, Al, Fe, Mn, coliformes fécaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les deux piézomètres sont présents sur site et étaient cadenassés lors de l'inspection. Le suivi des rejets aqueux est assuré par le prestataire Labocéa.</p> <p>25 février 2025 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur et piézomètres conformes.</p> <p>07 octobre 2024 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur et piézomètres conformes.</p> <p>13 mars 2024 : rejets lagune, entrées lagune, milieu récepteur et piézomètres non conformes.</p> <p>Les analyses de mars 2024 n'incluaient pas l'aluminium, le fer et le manganèse, mais comportaient un suivi des métaux lourds.</p> <p>Le suivi apparaît globalement conforme, à l'exception de la campagne du 13 mars 2024 qui présentait des lacunes sur le suivi de paramètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite